



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

La croissance économique est de 1,0 p.c. au premier trimestre de 2011

Avec une progression de 0,5 p.c. au quatrième trimestre, l'activité économique a augmenté de 2,1 p.c. sur l'ensemble de l'année 2010.

Ce vendredi 29 avril 2011, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation "flash" de la croissance économique du premier trimestre de 2011. Simultanément l'ICN publie une version révisée des comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'année 2010, qui intègre notamment les données récemment publiées pour les trimestres de l'année 2010 en matière de comptes des administrations publiques et de balance des paiements.

1. Estimation "flash" de la croissance économique du premier trimestre de 2011

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance économique s'est renforcée au premier trimestre de l'année 2011. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 1 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, l'activité s'accélère également: le PIB augmente de 3,0 p.c., après une croissance de respectivement 2,0 et 2,1 p.c. aux troisième et quatrième trimestres de 2010.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2010

L'activité économique a poursuivi son redressement au quatrième trimestre de l'année 2010. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent, et de 2,1 p.c. par rapport au quatrième trimestre de 2009.

A un trimestre d'écart, la valeur ajoutée a continué à progresser dans toutes les branches d'activité, mais à des rythmes variables. La croissance a été la plus soutenue dans la construction, où elle a atteint 1,4 p.c. (après +0,6 p.c. au trimestre précédent), un peu moins rapide dans les services (+0,5 p.c. contre +0,4 p.c. au troisième trimestre), tandis qu'elle a marqué le pas dans l'industrie (+0,1 p.c., après +0,9 p.c. un trimestre plus tôt).

La croissance a été soutenue par les dépenses intérieures, en progrès de 0,5 p.c. Les ménages ont accru leurs dépenses de consommation privée (+0,6 p.c.) et leurs investissements en logements (+0,5 p.c.), et les entreprises ont augmenté la formation de capital fixe de 0,5 p.c. également. Le total des dépenses des administrations publiques (consommation et investissements) est à peu près inchangé (+0,1 p.c.).

Après une légère pause au troisième trimestre (+0,2 p.c.) la demande extérieure s'est redressée: les exportations de biens et services ont augmenté 2,3 p.c. Les importations ont progressé davantage encore (+3,9 p.c.), alimentant la demande intérieure et la reconstitution des stocks. La contribution du solde extérieur à la croissance du PIB a dès lors été négative, à hauteur de 1 p.c., et ce pour la première fois depuis la mi-2009.

Au quatrième trimestre de 2010, l'emploi a augmenté de 0,1 p.c. à un trimestre d'écart, un rythme plus lent que celui observé le trimestre précédent (+0,3 p.c.).

Par rapport à la période correspondante de 2009, le redressement se poursuit, avec une progression de 1,2 p.c. (soit une augmentation d'environ 54 000 travailleurs), mais à un rythme plus lent qu'en début d'année (respectivement environ -9 000, +23 000 et +49 000 travailleurs aux premier, deuxième et troisième trimestres).

Pour la première fois depuis le début de l'année 2010, le volume de travail des salariés a, au quatrième trimestre, légèrement diminué (-0,1 p.c.) par rapport au trimestre précédent, sous l'effet d'une baisse dans le secteur de la construction en raison de mauvaises conditions climatiques. Ce tassement provoque une inflexion dans l'évolution à un an d'écart des heures travaillées, c.-à-d. que l'amélioration de la croissance est de moins en moins importante en cours d'année : après des variations de -0,5, +1,0 et +1,3 p.c. aux trois premiers trimestres, elles progressent de 1,5 p.c. au dernier trimestre de 2010.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2010

Sur l'ensemble de l'année 2010, le produit intérieur brut (PIB) en volume, corrigé des effets de calendrier, a progressé de 2,1 p.c., après un recul de 2,7 p.c. en 2009. Il reste toujours en retrait de 0,6 p.c. par rapport à son niveau de 2008.

La valeur ajoutée s'est redressée dans les services (+1,8 p.c., alors qu'elle avait diminué de 1,6 p.c. l'année précédente), et davantage encore dans l'industrie, où la valeur ajoutée a augmenté de 3,8 p.c., récupérant partiellement la chute de 7,4 p.c. subie en 2009. Seule la construction reste atone, avec une hausse de la valeur ajoutée limitée à 0,3 p.c., après un recul de 3,3 p.c. un an plus tôt.

Le regain d'activité économique en 2010 a surtout été généré par la demande extérieure.

Sur l'ensemble de l'année, le volume des exportations de biens et services a fortement progressé, de 10,6 p.c. après qu'il se soit effondré de 11,4 p.c. en 2009. Etant donné leur haute teneur en produits importés, ce rebond des exportations s'est largement répercuté sur les importations de biens et services; toutefois, leur croissance a été moins dynamique (+8,4 p.c.), en raison d'une part d'une croissance encore modérée de la demande intérieure (+0,8 p.c.) et d'une ponction sur les stocks en milieu d'année. En conséquence, la contribution du solde extérieur à la croissance du PIB est redevenue nettement positive (+1,8 p.c.), après deux années de contribution négative (respectivement -1,0 et -0,5 p.c. en 2008 et 2009).

Le redressement de la demande intérieure a été nettement moins marqué : elle augmente de 0,8 p.c. après avoir reculé de 1,1 p.c. en 2009.

Alors que les dépenses de consommation progressent, tant au niveau des ménages (+1,6 p.c. contre une baisse de 0,2 p.c. en 2009), que des administrations publiques (+1,1 p.c. après une croissance modeste de 0,4 p.c. un an plus tôt), les dépenses d'investissements restent hésitantes. Malgré un retour à des croissances positives dès le deuxième trimestre de 2010, la formation brute de capital fixe des entreprises diminue encore de 0,9 p.c. sur l'ensemble de l'année, nettement moins cependant qu'en 2009 où le recul avait atteint 7,5 p.c. Les investissements en construction et rénovation de logements des ménages se sont également redressés dans la seconde moitié de l'année, mais comme ils avaient subi des baisses ininterrompues depuis le début de l'année 2009, ils restent en retrait en moyenne sur l'année 2010, de 2,5 p.c.

Comme il est généralement observé lors d'un retournement conjoncturel, l'adaptation du marché du travail s'est faite d'abord en termes de nombres d'heures travaillées par personne, avant de recourir à des ajustements du nombre de personnes employées. En progression à un trimestre d'écart dès le troisième trimestre 2009, les heures moyennes ont encore progressé jusqu'en milieu d'année 2010. Le volume de travail des salariés s'est donc redressé plus vivement que le nombre de personnes en emploi, et sa progression a atteint en moyenne 0,8 p.c. en 2010, alors qu'il avait reculé de 2,1 p.c. en 2009.

L'emploi mesuré en nombre de personnes a progressé de trimestre en trimestre tout au long de l'année, ayant réagi lui aussi rapidement, quoiqu'avec retard, au redressement de l'activité économique. Au total, l'emploi et intérieur -comme d'ailleurs l'emploi salarié- s'est accru de 0,7 p.c. en 2010, soit plus de 29 000 personnes, après avoir diminué de 0,4 p.c. en 2009, une perte de quelque 16 000 unités.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2008 I	1,6	0,8
II	1,9	0,5
III	1,1	-0,4
IV	-1,3	-2,2
2009 I	-3,7	-1,7
II	-4,1	0,1
III	-2,7	1,0
IV	-0,1	0,4
2010 I	1,7	0,1
II	2,7	1,1
III	2,0	0,4
IV	2,1	0,5
2011 I	3,0	1,0

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

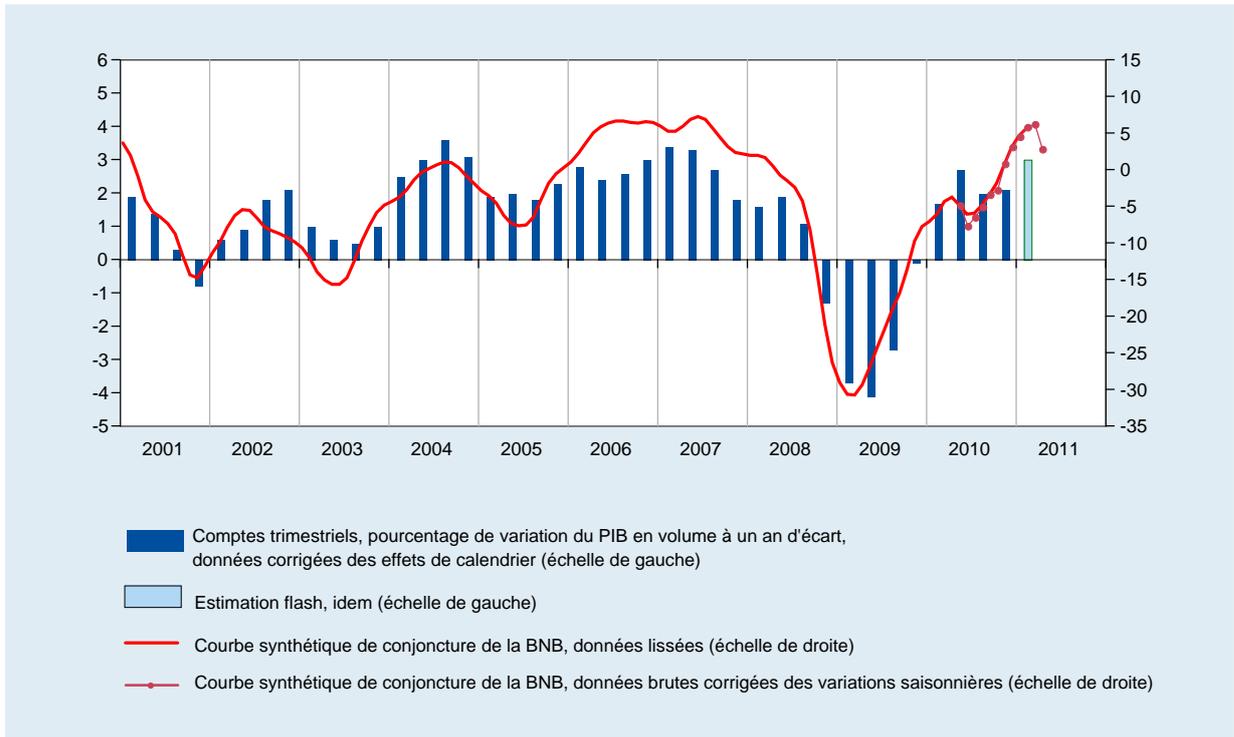
(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2009				2010			
	I	II	III	IV	I	II	III	VI
1. Valeur ajoutée								
Industrie	-3,8	-0,3	1,7	0,0	1,6	1,3	0,9	0,1
Construction	-1,3	0,7	-0,4	-0,6	-3,5	4,9	0,6	1,4
Services	-1,3	0,2	0,7	0,6	0,2	0,6	0,4	0,5
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	-0,5	0,3	0,8	0,4	0,1	0,4	0,5	0,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,3	-0,1	0,1	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe totale	-2,8	0,7	-2,5	0,4	-1,8	1,1	0,4	0,3
entreprises	-3,5	0,0	-2,3	0,3	-1,4	1,3	0,7	0,5
logements	-0,6	-1,5	-1,6	-1,1	-1,0	0,4	0,3	0,5
administrations publiques	-5,6	14,1	-6,0	5,8	-7,1	1,7	-0,8	-2,2
Demande intérieure (hors stocks)	-1,0	0,3	-0,1	0,4	-0,3	0,6	0,4	0,5
Variations des stocks (2)	-1,0	-0,1	0,2	-0,2	0,1	-0,4	-0,8	1,1
Exportations de biens et services	-6,3	-0,6	3,7	3,8	1,6	4,6	0,2	2,3
Importations de biens et services	-6,5	-0,5	2,5	3,4	1,4	3,5	-0,8	3,9
Exportations nettes de biens et services (2)	0,3	-0,1	0,9	0,3	0,3	1,0	0,8	-1,0
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	-0,3	-0,3	-0,3	0,0	0,3	0,5	0,3	0,1
Volume de travail des salariés	-1,0	-0,6	-0,2	-0,3	0,7	0,9	0,1	-0,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN

AGRÉGATS ANNUELS

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des effets de calendrier)

	2008	2009	2010	pm 2010 bruts (3)
1. Valeur ajoutée				
Industrie	-0,7	-7,4	3,8	3,9
Construction	-0,6	-3,3	0,3	0,5
Services	1,8	-1,6	1,8	1,9
PIB	0,8	-2,7	2,1	2,2
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	1,4	-0,2	1,6	1,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,5	0,4	1,1	1,1
Formation brute de capital fixe totale	2,2	-5,0	-1,5	-1,3
entreprises	3,4	-7,5	-0,9	-0,7
logements	-0,6	-3,0	-2,5	-2,5
administrations publiques	1,9	9,0	-2,8	-2,8
Demande intérieure (hors stocks)	1,8	-1,1	0,8	0,8
Variations des stocks (2)	0,1	-1,0	-0,5	-0,4
Exportations de biens et services	1,4	-11,4	10,6	10,5
Importations de biens et services	2,8	-10,9	8,4	8,4
Exportations nettes de biens et services (2)	-1,0	-0,5	1,8	1,8
3. Marché du travail				
Nombre total de travailleurs	1,7	-0,4	0,7	0,7
Volume de travail des salariés	1,5	-2,1	0,8	0,8

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.